

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les services publics sont essentiels et le personnel veut ENFIN plus de pouvoir d'achat!

Aujourd'hui, le front commun syndical de la fonction publique fédérale a décidé d'introduire un préavis de grève. Les syndicats de la fonction publique fédérale veulent ainsi protester contre la décision du gouvernement fédéral de rejeter le pré-accord que la ministre De Sutter avait signé avec eux et de passer outre la concertation sociale.

“La déception en ce gouvernement fédéral, qui a décidé de ne pas appliquer l'augmentation salariale négociée ni l'augmentation de l'allocation de fin d'année, est énorme. Les agents fédéraux patientent depuis plus de 20 ans pour obtenir une augmentation salariale hors index” disent Tony Six (nl) et Grégory Wallez (fr) Secrétaires fédéraux ACOD/CGSP.

Pour la première fois en 12 ans, le pré-accord sectoriel de juin 2022 avait fait jaillir une lueur d'espoir qui rendrait plus attrayante la fonction publique et ce, grâce à la concertation sociale. Le gouvernement fédéral a des difficultés à combler les emplois vacants. Le front commun syndical est convaincu que de nombreux candidats abandonnent leur démarche lorsqu'ils font la comparaison avec d'autres secteurs (privés).

“Des dispositions avaient été convenues dans le pré-accord avec la ministre de la Fonction publique, pour que les emplois deviennent plus attrayants et pour que les emplois vacants soient comblés plus facilement. Le gouvernement fédéral a décidé de balayer d'un revers de la main ce pré-accord.” disent Johan Lippens (nl) et Silvana Bossio (fr) responsables de secteur ACV Openbare diensten CSC services publics.

Par ce préavis de grève, le front commun syndical veut obtenir que la concertation sociale soit à nouveau prise au sérieux, et que l'on nous écoute à nouveau pour :

- Stopper les économies linéaires
- Stopper le démantèlement de l'emploi statutaire par la contractualisation débridée et le travail intérimaire
- La réalisation de la promesse faite il y a 13 ans de relever l'allocation de fin d'année pour atteindre un 13^{ème} mois à part entière, à l'instar du secteur privé
- Stopper le démantèlement du crédit temps
- Revalorisation des échelles barémiques (une indexation n'est pas une augmentation salariale)
- L'octroi des chèques repas dès novembre 2022 comme promis !

“Si le gouvernement ne donne pas suite à notre revendication concernant le pré-accord, des actions en front commun syndical suivront chaque mercredi. Nous prévoyons de renforcer nos actions et si le gouvernement continue à nous négliger, des actions plus dures suivront également.” dit Stefaan Slaghmuylder, président national du SLFP.



Une fois les données concrètes concernant les actions connues, nous les communiquerons par un communiqué de presse.

Pour plus d'info :

Pour la CSC Services Publics : Johan Lippens (nl) 0495 499 464; Silvana Bossio (fr) 0477 900 120

Pour la CGSP : ACOD: Tony Six (nl): 0498 48 27 71; Grégory Wallez (fr): 0477 387 300

Pour le SLFP : Stefaan Slaghmuylder 0476 30 86 89